COMMUNE DE SOUVIGNY

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE ORDINAIRE DU 11 OCTOBRE 2021

Le onze octobre deux mil vingt-et-un, à dix-neuf heures trente, le conseil municipal de la Commune de Souvigny régulièrement convoqué, à la salle polyvalente route de Moulins, en session ordinaire et au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Michel BARBARIN, Maire.

Monsieur le Maire remercie les membres présents et informe l'assemblée que depuis le 1^{er} octobre les règles reviennent à la normale pour les réunions des organes délibérants des collectivités (lieu de séance, quorum, délégations ...)

Etaient présents :

Michel BARBARIN, Michèle VAGNE, Jean-Paul PETIT, Nathalie BIDAUT, Daniel LACARIN, Clément GUILLAUMIN, Jocelyne DESPHELIPON, Vincent RONDEPIERRE, Hugues BONNEAU, Céline VERNAUDON, Armanda FERNANDES LERO, Eric CHERION, Jean Claude ALBUCHER, Erika LABONNE, Jean-Claude MAREMBERT, Nelly POMMIER, Véronique DEPOORTER (à partir de la délibération n°2021070)

Était absente et excusée :

Nelly MERITET qui a donné procuration à Nathalie BIDAUT

Etaient absents :

Véronique DEPOORTER de la délibération n°2021059 à la délibération n°2021069

Nicolas LOPEZ

Conformément aux dispositions de l'article L.2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Jean-Claude ALBUCHER a été désigné secrétaire de séance.

Approbation du PV de la séance du 12 juillet 2021 à l'unanimité des membres présents

Ordre du jour :

Affaires générales : M. BARBARIN

DCM 2021.059 : Abrogation de la délibération n°2021.045 concernant la commission d'appel d'offres.

DCM 2021.060 : Adoption du règlement intérieur de la commission d'appel d'offres.

DCM 2021.061 : Mise à jour des statuts de Moulins Communauté et prise de la compétence supplémentaire « ouvrages structurants : aménagements routiers de desserte du LOGIPARC 03 dont les connexions à l'A79 et la RN7 ».

DCM 2021.062 : Redénomination d'une partie de la Place Aristide Briand. (RETIRÉE)

Finances et personnel communal : M. PETIT

DCM 2021.063 : Revalorisation du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP). Délibération qui sera présentée par Nathalie

DCM 2021.064 : Mise à jour du tableau des emplois. Délibération qui sera présentée par Nathalie

DCM 2021.065 : Durée du temps de travail – 1607 heures. Délibération qui sera présentée par Nathalie

DCM 2021.066 : Subvention exceptionnelle au groupement des lieutenants de l'ouveterie de l'Allier.

DCM 2021.067 : Décision Modificative 1 Budget Commune – Acquisitions diverses

DCM 2021.068 : Décision Modificative 2 Budget Commune – Acquisition d'un gisant gothique

DCM 2021.069 : Décision Modificative 3 Budget Commune – Restauration statue Sainte-Marie-Madeleine

DCM 2021.070 : Décision Modificative 4 Budget Commune - Frais du personnel

DCM 2021 071 : Décision Modificative 1 Budget annexe Musée – Frais du personnel

Affaires scolaires et périscolaires : Mme BIDAUT

DCM 2021.072 : Répartition intercommunale des dépenses des écoles publiques – Montant de la participation des communes au titre de l'année scolaire 2021/2022.

DCM 2021.073 : Ecole privée sous contrat Saint-Mayeul Saint-Odilon – Subvention de fonctionnement – année scolaire 2021/2022.

Affaires culturelles : Mme VAGNE

DCM 2021.074 : Candidature de la commune de Souvigny en qualité de site clunisien pour intégrer les sites potentiellement retenus au patrimoine mondial de l'UNESCO, démarche portée par la Fédération des Sites Clunisiens (FESC)

- Communications et questions diverses.

Approbation de l'ordre du jour à l'unanimité.

Lecture des décisions du Maire.

Décision n°2021.004 – portant institution d’une régie de recettes de l’aire de camping-car

Le Maire,

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre

1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d’avances et des régies de recettes et d’avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l’arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l’indemnité de responsabilité susceptible d’être allouée aux régisseurs d’avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 mai 2020 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l’article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l’avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 juillet 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 - Il est institué une régie de recettes auprès du service de l’aire de camping-car de Souvigny.

ARTICLE 2 - Cette régie est installée à Souvigny (03210), 38 Route de Moulins.

ARTICLE 3 - La régie encaisse les produits suivants :

- recettes de la vente d’eau via le distributeur		Compte d’imputation : 70688

ARTICLE 4 - Les recettes désignées à l’article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraires ;

ARTICLE 5 - L’intervention d’un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 6- Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000 €.

ARTICLE 7 - Le régisseur est tenu de verser au comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par trimestre.

ARTICLE 8 - Le régisseur verse auprès du Maire la totalité des justificatifs des opérations de recettes le dernier jour ouvrable du mois.

ARTICLE 9 - Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 10 - Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 11 - Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 12- Le Maire et le comptable public assignataire de Moulins sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

A Souvigny, le 28 juillet 2021

Délibération n°2021.059– Abrogation de la délibération 2021.045 – Monsieur Michel BARBARIN, Maire

Vu le code général des collectivités territoriales,

Par délibération en date du 12 juillet 2021 le conseil municipal a procédé à la désignation des membres de la commission d'appel d'offres à la suite de la démission de Mme Marie-Hélène Simon, premier membre suppléant de la CAO élue le 15 juin 2020.

Par courrier en date du 26 juillet 2021, la préfecture a fait remonter des observations :

En effet, cette délibération fait référence aux articles 22 et 23 du code des marchés publics qui est abrogé.

La commission d'appel d'offres (CAO) est chargée d'examiner les offres faites par les candidats à un marché public. L'intervention de la CAO n'est pas obligatoire pour sélectionner des candidats ou attribuer un marché dans le cadre d'une procédure adaptée qui concerne en général les achats de fournitures et de services des collectivités territoriales inférieurs à 214 000 € et les marchés de travaux inférieurs à 5 350 000 €. En revanche, pour les procédures formalisées, et notamment au-dessus de ces seuils, l'intervention de la CAO est obligatoire et elle choisit le titulaire du marché (art. L 1414-2 du CGCT).

Le Code de la commande publique ne précise plus le régime et la composition de la commission d'appel d'offres ; seules les dispositions du CGCT sont applicables en la matière.

A ce titre, il est souhaitable que le fonctionnement de la CAO fasse l'objet d'un règlement intérieur particulier propre à l'acheteur acté par délibération.

Vu les observations de la Préfecture,

Monsieur le Maire propose d'abroger la délibération 2021.045 – Commission d'appel d'offres – désignation des membres à la suite de la démission de Madame Marie-Hélène SIMON.

Après délibération, le Conseil Municipal émet un avis favorable.

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

**Délibération n°2021.060 – Règlement intérieur de la commission d'appel d'offres –
Monsieur Michel BARBARIN, Maire**

Monsieur le Maire expose :

La commission d'appel d'offres (CAO) est l'organe chargé, pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux, à l'exception des établissements publics sociaux ou médico-sociaux, d'examiner les candidatures et les offres et d'attribuer les marchés publics dits formalisés. Elle dispose du pouvoir de déclarer la procédure infructueuse et doit donner son avis favorable pour l'engagement d'une procédure négociée. Le Code de la commande publique de 2019 ne précise pas le régime et la composition de la commission d'appel d'offre et fait désormais reposer sur les seuls articles du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'organisation de l'activité de la CAO. En effet, certaines règles de fonctionnement, autrefois codifiées par le Code des marchés publics, n'ont pas été reprises, comme le délai de convocation, de la voix prépondérante de son Président en cas de partage des voix ou de la gestion des absences occasionnelles ou permanentes des membres.

C'est l'intérêt d'un règlement intérieur de cette commission, soumis à l'approbation du conseil municipal, de préciser ces règles, de leur conférer une base juridique opposable et de prévenir ainsi toute contestation quant à leur application.

Monsieur le Maire donne lecture de ce règlement intérieur préalablement transmis à chaque conseiller municipal.

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

REGLEMENT INTERIEUR

La commission d'appel d'offres (CAO) est chargée d'examiner les offres faites par les candidats à un marché public. L'intervention de la CAO n'est pas obligatoire pour sélectionner des candidats ou attribuer un marché dans le cadre d'une procédure adaptée qui concerne en général les achats de fournitures et de services des collectivités territoriales en fonction des seuils en vigueur. En revanche, pour les procédures formalisées, l'intervention de la CAO est obligatoire et elle choisit le titulaire du marché conformément à l'article L1414-2 du Code Général des Collectivités territoriales).

Article 1 : composition de la CAO :

1/ Membres à voix délibérative

La CAO est composée du maire (ou de son représentant), président et de 3 membres du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires (art. L1411-5). Il est voté au scrutin secret pour les nominations.

2/ Membres à voix consultative

Lorsqu'ils y sont invités par le Président, peuvent participer aux réunions de la commission d'appel d'offres avec voix consultative :

- Le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.
- des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

La convocation vaut désignation de ces membres par le Président de la Commission.

Article 2 : compétence de la CAO :

Conformément aux articles L.1414-2 et L.1414-4 du CGCT, la Commission d'Appel d'Offres est l'organe compétent :

- pour choisir le titulaire des marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors texte prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe d code de la commande publique.

En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres.

- D'émettre un avis sur tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5%.

Article 3 : Convocation :

Les convocations sont adressées par mail aux membres au moins cinq jours francs avant la date prévue de la réunion.

Est joint à la convocation, l'ordre du jour prévisionnel de la réunion. Cet ordre du jour peut être modifié jusqu'au jour de la réunion de la commission.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si après une première convocation, le quorum n'a pas été atteint, la Commission est à nouveau convoquée sans condition de délai. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Afin notamment d'assurer les règles de quorum, les membres titulaires sont convoqués pour chaque réunion. Les suppléants ont uniquement vocation à remplacer temporairement les membres titulaires de la CAO.

L'assiduité aux commissions est la garantie d'un bon fonctionnement. Les membres de la commission sont donc invités à y participer activement. En cas d'empêchement, ils doivent en informer, sans délai, la collectivité, par tout moyen.

Article 4 : règles de remplacement des membres titulaires par les membres suppléants :

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste que lui et n'ayant pas été élu membre titulaire.

Le membre suppléant devenu titulaire est remplacé par l'élu présent sur la même liste que lui et figurant immédiatement après lui sur cette liste. La titularisation d'un membre suppléant de la commission n'entraîne pas l'élection d'un nouveau membre suppléant.

Il en est de même lors du départ d'un suppléant (remplacé par le suppléant) suivant).

Le renouvellement intégral par réélection de la CAO n'est prévu que lorsque cette méthode réglementaire de remplacement n'est plus possible à mettre en œuvre pour cause d'épuisement de la liste concernée ou lorsque la composition de la commission ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des élus en son sein, conformément aux dispositions de l'article L.2121-22 du code général des collectivités territoriales.

En cas de démission d'un membre, la CAO est composée de trois membres titulaires et de deux membres suppléants.

Article 5 : confidentialité :

Le contenu des échanges et informations données pendant les réunions sont strictement confidentiels. Les membres de la commission, titulaires comme suppléants, sont donc soumis au secret.

A cet effet notamment, les rapports d'analyse des offres ne doivent pas être communiqués.

Article 6 : Représentation :

Le Maire, Président de la commission, personne de l'autorité habilitée à signer les marchés concernés, ne peut pas se faire représenter par un membre de la CAO.

Si le maire souhaite déléguer la présidence de la CAO, il désigne un représentant pour assurer, de manière permanente ou non, la présidence de la commission. Cette désignation doit prendre

la forme d'un arrêté portant délégation de fonction, établi en application de l'article L2122-18 du CGCT.

Article 7 : Débats et Règles de vote :

Les délibérations de la commission peuvent être organisées à distance dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

Les débats sont organisés par le Président de la commission.

Les membres à voix délibérative participent à la décision de la commission. Les membres à voix consultative émettent des avis et apportent leur contribution sur les discussions permettant de conclure au choix de l'attributaire.

Les votes sont faits à main levée.

En cas de partage égal des voix, le Président de la commission a voix prépondérante.

Article 8 : Procès-verbal

Chaque réunion de la commission fait l'objet d'un PV de séance. Il est daté et signé par les membres ayant voix délibérative.

En fonction de ces éléments, Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée à bien vouloir se prononcer sur cette affaire communale.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la commande publique,

Après délibération, le Conseil Municipal adopte le règlement intérieur de la commission d'appel d'offres.

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération n°2021.061 : Mise à jour des statuts de Moulins Communauté et prise de la compétence supplémentaire : « Ouvrages Structurants : Aménagements routiers de desserte du LOGIPARC 03 dont les connexions à l'A79 et la RN 7 » - Monsieur Michel BARBARIN, Maire

Le Conseil Municipal sur présentation de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-17 relatif aux modifications statutaires des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu la délibération de Moulins Communauté en date du 22 septembre 2021 donnant un avis favorable sur l'évolution des statuts de la Communauté d'Agglomération de Moulins en intégrant une nouvelle compétence supplémentaire sous le libellé : « Ouvrages structurants : Aménagements routiers de desserte du LOGIPARC 03 dont les connexions à l'A79 et la RN 7 » et sur l'évolution des statuts de la Communauté d'Agglomération de Moulins suite aux différentes évolutions législatives,

Vu le courrier de Moulins Communauté en date du 27 septembre 2021 notifiant la délibération de Moulins Communauté susvisée et signalant que la Commune dispose d'un délai de trois mois pour que le Conseil Municipal se prononce sur cette mise à jour et évolution statutaire,

Considérant que par délibération du conseil communautaire en date du 22 septembre 2021, Moulins Communauté a décidé, par modification de ses statuts, de prendre la compétence supplémentaire suivante :

- Ouvrages structurants : Aménagements routiers de desserte du LOGIPARC 03 dont les connexions à l'A79 et la RN 7

Considérant que la délibération du conseil communautaire en date du 22 septembre 2021 est transmise aux conseils municipaux des communes membres, aux fins d'approbation par délibérations concordantes, selon les règles de majorité qualifiée des communes membres à savoir les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population,

Considérant que le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération du Conseil Communautaire, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable,

Après en avoir délibéré,

Donne un avis favorable/défavorable sur l'évolution des statuts de Moulins Communauté en intégrant une nouvelle compétence supplémentaire sous le libellé :

- Ouvrages structurants : Aménagements routiers de desserte du LOGIPARC 03 dont les connexions à l'A79 et la RN 7

Dit que la présente délibération sera notifiée à Moulins Communauté.

Le Conseil Municipal,

sur proposition du Maire,

et après en avoir délibéré,

EMET un avis favorable

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0

Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération 2021.062 : Redénomination d'une partie de la Place Aristide Briand.
(RETIRÉE)

Délibération n°2021.063 : Revalorisation du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP) – M. Jean-Paul PETIT

Présentée par Mme Nathalie Bidaut

Annulation et remplacement de la délibération n°2021.036 du 12 avril 2021 déposée à la Préfecture le 14 avril 2021

Monsieur le Maire informe qu'une erreur dans la délibération n°2021.036 du 12 avril 2021 a été relevée dans la partie V modalités de maintien ou de suppression.

Monsieur le Maire propose de procéder à l'annulation de ladite délibération et la remplacer en tenant compte de la circulaire ministérielle du 15 mai 2018.

Monsieur le Maire rappelle :

Le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) est le nouvel outil indemnitaire et remplace la plupart des primes et indemnités existantes.

I - Principe Avec ce régime, l'attribution des primes est basée sur deux composantes :

- le poste occupé ;
- la manière de l'occuper.

Le RIFSEEP comporte donc deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) ;
- et le complément indemnitaire annuel (CIA). Au sein du RIFSEEP la mise en place de ces deux composantes est obligatoire (Conseil Constitutionnel, 13 juillet 2018).

1. Poste occupé (IFSE) Pour chaque cadre d'emplois, les employeurs territoriaux répartissent les postes au sein de différents groupes en prenant en compte :

- la nature des fonctions (encadrement, pilotage, conception...)
- la technicité (avec expérience ou qualification nécessaires) ;
- les sujétions liées au poste. A chaque groupe est associé un niveau d'indemnité. Ainsi, pour un poste donné dont les missions et le contenu ne changent pas, le montant de l'indemnité lié au poste (l'IFSE) n'est pas modifié en cas de changement d'agent et reste fixé d'une année sur l'autre. L'IFSE tient compte du niveau d'expertise et de responsabilité du poste occupé mais également de l'expérience professionnelle.

2. Manière d'occuper le poste (CIA) La seconde composante est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent (art. 4 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014). Le versement de

l'indemnité est donc facultatif et son montant est compris entre 0 et 100 % du montant maximal. Le CIA est non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

II - Montants Principe de parité. Les régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale sont adossés sur ceux de la fonction publique de l'Etat (la grille de correspondance est donnée par le décret n° 91-875). Or, à chaque groupe est associé un plafond indemnitaire déterminé pour chaque part (IFSE et CIA) par arrêté ministériel. Les collectivités sont libres d'organiser le régime indemnitaire de leurs agents et de définir le montant plafond pour chacun des groupes de fonctions, dans la limite du plafond global des deux parts

III - Mise en œuvre Quand un corps de référence de la fonction publique de l'Etat bénéficie du RIFSEEP, chaque employeur territorial, s'il a décidé la mise en œuvre d'un régime indemnitaire, doit le mettre en place pour le cadre d'emplois correspondant, par une décision de l'assemblée délibérante. Ce régime indemnitaire se substitue alors à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu, et qui sont listées dans un arrêté du 27 août 2015. La délibération doit notamment déterminer :

- les groupes de fonctions et répartir les fonctions de la collectivité au sein de ceux-ci ;
- le montant plafond pour chacun des groupes dans la limite du plafond global constitué de la somme des deux parts (art. 88 de la loi n° 84-53) ;
- les conditions d'attribution et de versement (périodicité, maintien en cas d'absence, réexamen...). En effet, le maintien du régime indemnitaire durant les périodes d'absence liées à un congé est possible mais ne constitue pas un droit acquis pour ce qui concerne les avantages liés à l'exercice effectif des fonctions, ce qui inclut les deux parts du RIFSEEP (l'IFSE et le CIA). Cette délibération est soumise au préalable à l'avis du comité technique compétent. L'autorité territoriale détermine, par arrêté notifié à l'agent, le montant individuel au vu des critères et des conditions fixés dans la délibération.

Le Conseil Municipal,

Vu la saisine du Comité Technique en date du 1er avril 2021,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 09 avril 2021,

A compter du 1^{er} janvier 2021, il est proposé à l'assemblée :

- D'instaurer une prime de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel versée selon les modalités définies ci-dessus.
- D'autoriser M. le maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus.
- De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires.

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties :

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle ;
- un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Il a pour finalité de :

- prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
- donner une lisibilité et davantage de transparence ;

- renforcer l'attractivité de la collectivité ;
- fidéliser les agents ;
- favoriser une équité de rémunération entre filières ;

I. Bénéficiaires

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel,
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont

- *Les adjoints administratifs,*
- *Les adjoints du patrimoine.*
- *Les adjoints techniques*
- *Les agents de maîtrise.*

I. Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé par la collectivité dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération et applicables aux fonctionnaires de l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 88 alinéa 1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : « *Lorsque les services de l'Etat servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat* ».

Les montants de l'IFSE sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet. Les montants du CIA sont établis sans prendre en compte la durée du temps de travail de l'agent, ils peuvent varier d'une année à l'autre, le CIA étant versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel annuel.

Le montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
 -
 - *Responsabilité d'encadrement direct, de coordination, de projet,*
 - *Responsabilité de formation d'autrui,*
 - *Ampleur du champ d'action (en nombre de mission, en valeur).*
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
 - *Niveau de qualification requis (niveau de diplôme),*
 - *Connaissances (de niveau élémentaire à expertise),*
 - *Autonomie, initiative,*
 - *Difficulté et complexité des tâches (exécution simple ou interprétation).*
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
 - *Horaires atypiques,*
 - *Responsabilité financière,*
 - *Effort physique,*

- *Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,*
- *Relations internes et ou externes.*

Groupes et montants maximum annuels

➤ **Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux**

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupe	Emploi occupé	Montant annuel IFSE maximum	Montant annuel CIA maximum	Montant Maximum annuel
G1	Chef de pôle	3.500 €	1 260 €	4 760 €
G2	Agent Qualifié	2.600 €	600 €	3 200 €

➤ **Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux**

Vu les arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps d'adjoints techniques des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux est réparti en 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupe	Emploi occupé	Montant annuel IFSE maximum	Montant annuel CIA maximum	Montant Maximum annuel
G1	Agent qualifié	2.600 €	600 €	3 200 €
G2	Agent d'exécution	2.000 €	400 €	2.400 €

➤ **Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux**

Vu les arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps d'adjoints techniques des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents de maîtrise territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux est réparti en 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupe	Emploi occupé	Montant annuel IFSE maximum	Montant annuel CIA maximum	Montant Maximum annuel
G1	Chef de pôle	3.500 €	1 260 €	4 760 €
G2	Chef d'équipe	3.200 €	800 €	4 000 €

➤ **Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine territoriaux :**

Vu l'arrêté en date du 30 décembre 2016 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupe	Emploi occupé	Montant annuel IFSE maximum	Montant annuel C maximum	Montant Maximum annuel
G1	Guide conférencier	2.600 €	600 €	3 200 €
G2	Agent d'animation	2.000 €	400 €	2.400 €

I. Modulations individuelles :

➤ **1) Part fonctionnelle (IFSE) :**

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions, conformément aux critères définis ci-dessus (voir II).

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent dans ses fonctions.

Dans ce dernier cas, le montant individuel d'IFSE pourra être modulé à la hausse ou à la baisse dans la limite de 10% en fonction de l'expérience professionnelle acquise ou non par l'agent dans ses fonctions au sein de la collectivité et selon les critères suivants :

- l'approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures ;

- l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation ;
- les formations suivies (et liées au poste) ;
- la gestion d'un événement exceptionnel permettant de renforcer ses acquis ;

Le principe du réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas pour autant une revalorisation automatique.

La part fonctionnelle de la prime (IFSE) sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué et proratisée en fonction du temps de travail.

Valorisation financière de l'expérience professionnelle :

« Ce montant individuel pourra également être bonifié en prenant en compte l'expérience professionnelle antérieurement acquise dans le secteur privé ou public par l'agent.

L'expérience professionnelle est assimilée à :

- Toutes expériences professionnelles qui ont permis d'acquérir des connaissances et des compétences par l'exercice pratique de missions exclusivement similaires avec celles qui seront occupées dans la collectivité,
- La connaissance de l'environnement direct du poste (interlocuteurs, partenaires, circuits de décisions) ou plus largement l'environnement territorial,
- La capacité à mobiliser des savoirs et savoir-faire acquis au cours de l'expérience antérieure,
- Cette bonification ne pourra pas représenter plus de 20 % du montant de la part d'IFSE initialement fixée pour l'exercice des fonctions considérées et dans la limite des plafonds fixés ci-dessus.
-
- Pour bénéficier de cette bonification, l'agent devra justifier par tout moyen de son expérience professionnelle et de l'exercice effectif desdites missions (fiche de poste, contrat de travail, certificat de travail ...) ».

➤ 2) Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) :

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel. Seront notamment pris en compte les critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- Les compétences professionnelles et techniques ;
- Les qualités relationnelles ;
- La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur ;
- La valeur professionnelle de l'agent (adaptation, motivation, implication) ;
- La capacité à travailler en équipe ;
- Le sens du service public ;

Il est proposé d'attribuer individuellement aux agents un coefficient de prime appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100%. Le pourcentage du montant plafond déterminant le montant individuel est fixé par un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

Le pourcentage attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

La part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) sera versée annuellement.

I. La transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire :

➤ Le cumul avec d'autres régimes indemnitaires :

Selon l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : « *l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget* ».

Ainsi, l'IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),

Il convient donc d'abroger la délibération du conseil municipal n°2010-058 du 13.12.2010 instaurant la prime IAT pour le personnel communal et en précisant les modalités d'application

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.) ;
- Les dispositifs d'intéressement collectif ;
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.) ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...)
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- La N.B.I. ;

I. Modalités de maintien ou de suppression :

En cas de congé de maladie ordinaire, les primes suivent le sort du traitement. Elles sont conservées intégralement pendant les trois premiers mois puis réduite de moitié les neuf mois suivants.

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption et accident de travail, maladie professionnelle, les primes sont maintenues intégralement.

Dans le cas de travail à temps partiel thérapeutique, les primes seront calculées au prorata de la durée effective de service.

En cas de congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée le régime indemnitaire est suspendu.

Toutefois lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

II. Revalorisation

Les montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

III. Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

IV. Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012

IX Voies et délais de recours :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide :

Article 1^{er} : D'instaurer une prime de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel versée selon les modalités définies ci-dessus.

Article 2 : D'autoriser M. le maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus.

Article 3 : De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires.

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération n°2021.064 : Mise à jour du tableau des emplois – Monsieur Jean-Paul PETIT

Présentée par Mme Nathalie Bidaut

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal, compte tenu des nécessités des services, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 12 juillet 2021

Considérant la saisie du Comité Technique,

Le Maire propose à l'assemblée,

- La création d'un emploi d'adjoint technique contractuel – contrat PEC à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires à compter du 2 août 2021

- La création d'un emploi d'adjoint technique contractuel – contrat PEC à temps non complet soit 30 heures hebdomadaires à compter du 30 août 2021.

Le tableau des emplois est modifié, ainsi qu'il suit, :

a) Agents Titulaires

Filière	Grade	Effectif
Administrative	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	1
	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	2
Technique	Agent de maîtrise principal	3
	Agent de maîtrise	1
	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	5
	Adjoint technique	4
Culturelle	Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	1
	Adjoint du patrimoine	1
TOTAL		18

b) Agents contractuels – agents non titulaires

Secteur	Grade	Fondement du contrat	Effectif	Effectif temps plein
Administratif	Adjoint administ	Art. 3.2 saisonnier	2	0.15
Technique	Adjoint technique	Art. 3.1	2	2
	Adjoint technique	Art. 3.2 saisonnier	4	1.11
	Adjoint technique	Art. 3.3.5	1	0.86
	Adjoint technique	Contrat PEC	2	1.86
Culturelle	Adjoint du patrimoine	Art.3.2	1	1
	Adjoint du patrimoine	Art. 3.2 saisonnier	3	0.91

TOTAL	7.89
--------------	-------------

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget, chapitre.012

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,
émet un avis favorable à l'unanimité de membres présents

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération n° 2021.065 - Durée du temps de travail (1607 heures) – Monsieur Jean-Paul PETIT

Présentée par Mme Nathalie Bidaut

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant la saisine du comité technique en date du 30 septembre 2021

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

Considérant la concertation avec les chefs de pôles.

Le Maire propose à l'assemblée :

Article 1 :

Durée annuelle du temps de travail

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

Article 2 : Garanties minimales

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Article 3 : Temps de travail hebdomadaire des agents et mise en place de RTT

Les horaires seront organisés de la manière suivante :

Service technique : 07 heures 54 à 12 heures 00 et de 13 heures 30 à 16 heures 30 sur cinq jours soit 35 heures 30 hebdomadaires

Service administratif : 08 heures 30 à 12 heures 03 et 13 heures 30 à 17 heures 03 sur 5 jours soit 35 heures 30 hebdomadaires à cela s'ajoutent des permanences état-civil de deux heures le samedi matin par roulement (excepté pendant les vacances scolaires). Les bureaux de la mairie fermant à 12 heures 03 les 24 et 31 décembre, les heures de l'après-midi sont rattrapées en congés ou en heures supplémentaires.

Service restauration : 07 heures à 14 heures 06 soit 35 heures 30 hebdomadaires sur 5 jours.

Services périscolaire, scolaire, entretien et culturel : durée hebdomadaire de service fixée à 35 heures 30 sur cinq jours et organisée en fonction de la nécessité de service.

Cette organisation de travail supérieure à 35 heures conduira à l'attribution de jours de RTT pour les agents concernés. **Ainsi pour 35 heures 30 hebdomadaires 3 jours ouvrés par an seront attribués.**

Toutefois, en cas de congé maladie, l'article 115 de la loi 2010-1657 de finances pour 2011 du 29 décembre 2010 a indiqué que les agents de la fonction publique bénéficiant d'un congé pour raison de santé ne peuvent pas générer des jours de RTT. Les agents à temps non complet ne sont pas concernés.

Article 4 : Journée de solidarité

La journée de solidarité est fixée au lundi de Pentecôte.

Article 5 : Modalité d'exercice des RTT

L'organisation du temps de travail mentionnée ci-dessus générera 3 jours de RTT aménagés de la façon suivante

a) Services administratif, technique, restauration, scolaire, périscolaire et entretien

La journée de solidarité sera décomptée sur le contingent des jours de RTT ou le cas échéant sur des heures complémentaires/supplémentaires réalisées pour l'ensemble des services exceptés pour le service culturel, le musée étant ouvert au public ce jour-là.

Les deux jours de RTT restants seront fixés en début d'année par l'autorité territoriale. Dans le cas où l'agent n'aurait plus de RTT du fait de congés maladie, ces deux jours seront décomptés des CA ou des heures complémentaires/supplémentaires réalisées.

b) Service culturel :

Deux jours de RTT seront fixés en début d'année par l'autorité territoriale et un jour au choix de l'agent ; le musée étant ouvert le lundi de Pentecôte. Dans le cas où l'agent n'aurait plus de RTT du fait de congés maladie, ces deux jours seront décomptés des CA ou des heures complémentaires/supplémentaires réalisées.

Article 6 : Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022.

Article 7 : Congés extralégaux

La présente délibération mettra un terme, de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail.

Après en avoir délibéré, l'organe délibérant :

DÉCIDE : d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées.

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

**Délibération n°2021.066 – Attribution d'une subvention exceptionnelle au
Groupement des Lieutenants de Louveterie de l'Allier – Monsieur Jean-Paul
PETIT**

Monsieur le Maire expose :

Monsieur Claude ROBINET, lieutenant de louveterie, par autorisation préfectorale en date du 11 août 2021, a procédé les 16, 17 et 18 août 2021 à des destructions à tir d'étourneaux sur la commune au regard des importants dégâts qu'ils commettaient.

Employés bénévoles de l'État, les lieutenants de louveterie ne perçoivent aucune rémunération, ni indemnisation.

Ils sont régulièrement sollicités par les communes pour intervenir :

- lors des collisions entre animaux sauvages et véhicules sur la voie publique,
 - pour des problèmes liés aux animaux sauvages, renards, pigeons et étourneaux notamment,
 - auprès des agriculteurs et éleveurs à la suite des dégâts commis sur les cultures et dans les élevages.
- Ces missions ont un coût pour leur association.

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association,

Vu l'article L1611-4 du code général des collectivités territoriales relatif au contrôle sur les associations subventionnées,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 8 octobre 2021,

Considérant que les activités conduites par le groupement des lieutenants de louveterie de l'Allier sont d'intérêt local,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

D'attribuer une subvention exceptionnelle de 300 € au Groupement Départemental des Lieutenants de Louveterie de l'Allier.

Cette somme sera imputée sur le compte 6574/2021

Le Conseil Municipal,

sur proposition du Maire,

et après en avoir délibéré,

EMET un avis favorable

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération n° 2021.067 – Décision modificative n°1 - Acquisitions diverses – M. PETIT

Objets :		DMI acquisitions							
INVESTISSEMENT									
			Dépenses				Recettes		
	Article (Chap.) - Opération		Montant		Article (Chap.) - Opération		Montant		
	21568 (21) - 225 : Autre mat et outil d'incendie et de défense civile			1 200,00	021 (021) : Virement de la section de fonction			4 793,80	
	2158 (21) - 233 : Autres install., matériel et outillage techniques			881,11					
	2184 (21) - 233 : Mobilier			560,84					
	2188 (21) - 233 : Autres immobilisations corporelles			2 151,85					
				4 793,80					4 793,80
FONCTIONNEMENT									
			Dépenses				Recettes		
	Article (Chap.) - Opération		Montant		Article (Chap.) - Opération		Montant		
	022 (022) : Dépenses imprévues			-4 793,80					
	023 (023) : Virement à la section d'investissement			4 793,80					
				0,00					
			Total Dépenses	4 793,80			Total Recettes	4 793,80	

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération n° 2021.068 – Décision modificative n°2 – Acquisition du Gisant – M. PETIT

Objets :		DM2 acquisition du gisant							
INVESTISSEMENT									
			Dépenses				Recettes		
	Article (Chap.) - Opération		Montant		Article (Chap.) - Opération		Montant		
	2161 (21) - 256 : Oeuvres et objets d'art			230 000,00	1321 (13) - 256 : Etats et établissements natio			138 000,00	
					1322 (13) - 256 : Régions			32 000,00	
					1323 (13) - 256 : Départements			60 000,00	
				230 000,00				230 000,00	
			Total Dépenses	230 000,00			Total Recettes	230 000,00	

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération n° 2021.069 – Décision modificative n°3 – Restauration statue Sainte-Marie-Madeleine – M. PETIT

Objets :		DM3 Restauration statue Sainte-Marie-Madeleine							
INVESTISSEMENT									
		Dépenses				Recettes			
Article (Chap.) - Opération			Montant	Article (Chap.) - Opération			Montant		
2316 (23) - 256 : Restauration des collections et oeuvres d'art				4 800,00	021 (021) : Virement de la section de fonction			2 400,00	
					1322 (13) - 256 : Régions			2 400,00	
				4 800,00				4 800,00	
FONCTIONNEMENT									
		Dépenses				Recettes			
Article (Chap.) - Opération			Montant	Article (Chap.) - Opération			Montant		
023 (023) : Virement à la section d'investissement				2 400,00	7788 (77) : Produits exceptionnels divers			2 400,00	
				2 400,00				2 400,00	
			Total Dépenses	7 200,00				Total Recettes	7 200,00

Conseillers en exercice	19
Votants	17
Abstentions	0
Suffrages exprimés	17
POUR	17
CONTRE	0

Délibération n° 2021.070 – Décision modificative n°4 – Frais de personnel – M. PETIT

Arrivée de Mme DEPOORTER à vingt heures

Objets :		DM4 Frais de personnel							
FONCTIONNEMENT									
		Dépenses				Recettes			
Article (Chap.) - Opération			Montant	Article (Chap.) - Opération			Montant		
022 (022) : Dépenses imprévues				-9 000,00					
64111 (012) : Rémunération principale				9 000,00					
				0,00					
			Total Dépenses	0,00				Total Recettes	

Conseillers en exercice	19
Votants	18
Abstentions	0
Suffrages exprimés	18
POUR	18
CONTRE	0

Délibération 2021071 – Décision modificative n° 1 Budget annexe Musée – Frais de personnel – M. PETIT

Objets :		DMI							
FONCTIONNEMENT									
			Dépenses				Recettes		
	Article (Chap.) - Opération			Montant	Article (Chap.) - Opération			Montant	
6411 (012) : Salaires, appointements, commissions de base					12 731,00	64198 (013) : Autres remboursements			12 731,00
					12 731,00				12 731,00
			Total Dépenses		12 731,00		Total Recettes		12 731,00

Conseillers en exercice	19
Votants	18
Abstentions	0
Suffrages exprimés	18
POUR	18
CONTRE	0

**Délibération n°2021.072 : Répartition intercommunale des dépenses des écoles publiques –
Montant de la participation des communes au titre de l'année scolaire 2021/2022 – Madame
Nathalie BIDAUT**

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le montant de la participation financière des communes dont les enfants fréquentent les établissements scolaires publics de la commune de Souvigny, pour tenir compte notamment de l'évolution des charges de fonctionnement supportées par le budget communal,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de reconduire le montant de la participation à 581.22 euros par élève dont les enfants fréquentent les établissements scolaires publics de Souvigny à dater de la rentrée scolaire 2021/2022 et de l'autoriser à signer toutes pièces nécessaires à l'accomplissement des présentes.

Vu l'avis de la commission des finances en date du 8 octobre 2021.

Le Conseil Municipal,

sur proposition du Maire,

et après en avoir délibéré,

EMET un avis favorable

Conseillers en exercice	19
Votants	18
Abstentions	0

Suffrages exprimés	18
POUR	18
CONTRE	0

Délibération n°2021.073- : Ecole privée sous contrat Saint-Mayeul Saint-Odilon – subvention de fonctionnement année scolaire 2021/2022 – Madame Nathalie BIDAUT

Il est rappelé que la loi fait obligation aux Communes de financer les dépenses de fonctionnement des classes privées sous contrat d'association dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public (Circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012 relative aux règles de prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat)

Par dépenses de fonctionnement, il faut notamment entendre selon la circulaire du 13 mars 1985 du ministre de l'Education Nationale les dépenses d'entretien, les frais de chauffage et d'éclairage et de nettoyage des locaux affectés à l'enseignement, l'entretien et le remplacement du mobilier scolaire, l'achat des registres et imprimés pour la classe, la rémunération des agents de service etc....

Vu l'article L131-1 du Code de l'Education « l'Instruction est obligatoire pour chaque enfant dès l'âge de trois ans »

Il est exposé que la commune évalue sa participation par référence au coût moyen d'un élève des classes de même nature qu'elle gère. La commune siège n'est tenue de prendre en charge les dépenses qu'au prorata des élèves originaires de son ressort.

Pour mémoire, la participation au titre de l'année scolaire 2020/2021 pour 24 élèves s'élevait à 13 948.28 euros arrondi à l'euro supérieur soit 13 949.00 euros

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de maintenir le montant de la participation à hauteur de 581.22 euros par élève.

La participation financière 2021/2022 sera de 20 élèves (âgés de 3 ans et plus et domiciliés sur le territoire de la commune) x 581.22 € = 11 624.40 euros arrondi à l'euro supérieur soit 11 625 euros à inscrire au budget primitif 2022 – section de fonctionnement – article 6558 (Autres contributions obligatoires)

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 8 octobre 2021.

Le Conseil Municipal,

sur proposition du Maire,

et après en avoir délibéré,

EMET un avis favorable

Conseillers en exercice	19
Votants	18
Abstentions	0
Suffrages exprimés	18
POUR	18
CONTRE	0

Délibération n°2021.074- : Candidature de la commune de Souvigny en qualité de site clunisien pour intégrer les sites potentiellement retenus au patrimoine mondial de l'UNESCO, démarche portée par la Fédération des Sites Clunisiens (FESC).- Mme Michèle VAGNE

:

L'objet de cette délibération est le dépôt officiel de la candidature de la commune de Souvigny en qualité de site clunisien pour intégrer les sites potentiellement retenus au patrimoine mondial de l'UNESCO, démarche portée par la Fédération des Sites Clunisiens (FESC).

La démarche de la commune est un engagement partagé entre l'association diocésaine de Moulins, propriétaire d'une partie du site du prieuré bénédictin, de la ville de Souvigny en qualité également de propriétaire du jardin, du musée, de l'église, et bien sûr en raison du rôle qu'elle joue sur l'animation du site. C'est également un travail permanent avec Moulins Communauté (Souvigny étant dans le Pays d'Art et d'Histoire) impliquée dans la valorisation du site de Souvigny et adhérent à la FESC, avec le Conseil Départemental de l'Allier, la Fondation du patrimoine, le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes, et des associations locales qui font vivre le patrimoine, le restaurent, l'animent et le mettent en valeur.

L'ensemble des aménagements mis en place et qui seront réalisés dans les prochaines années vont dans le sens de la valorisation du site. La collectivité s'engage à les poursuivre pour que le prieuré continue d'être le poumon de Souvigny en terme de tourisme, de patrimoine, de culture et comme lieu spirituel (Souvigny fait partie du réseau des villes sanctuaires).

Souvigny est une ville magnifique de par son patrimoine, mais les sites qui souhaitent aujourd'hui avoir leur patrimoine reconnu au patrimoine mondial de l'UNESCO doivent allier patrimoine matériel et immatériel, montrer leur intérêt au patrimoine vivant, à des valeurs universelles, et avec la permanente recherche de transmission à la jeunesse et la préservation des sites. Il est nécessaire qu'il y ait une animation et une dynamique positive autour du patrimoine. Les dimensions historique, touristique, artistique, son identité et sa capacité à rassembler font de Souvigny un site incontournable. C'est cet état d'esprit qui permet à la commune de déposer sa candidature. La Fédération centralisera les candidatures et coordonnera celles-ci. Souvigny a toutes ses chances ! Il est rappelé que la FESC a été fondée le 18 juin 1994 à Souvigny.

Il ne s'agit donc pas simplement d'une délibération mais il s'agit surtout d'un engagement pour faire vivre le site du prieuré et de travailler à son développement.

Il est précisé que le schéma directeur de l'église prieurale engage la commune dans un projet global de restauration sur de nombreuses années avec une programmation raisonnée pluriannuelle, et un engagement de cofinancement et donc à terme une valorisation du site. Restaurer le site permet de sauvegarder le patrimoine, de développer l'économie locale, transmettre aux générations futures et créer des emplois. Le Projet Scientifique et Culturel (PSC) du musée de Souvigny définira également les grandes orientations et les stratégies du musée. Un des objectifs est de permettre l'accès à la culture pour tous. Ces deux documents opérationnels vont donc dans le sens de la candidature UNESCO. Il faudra du temps pour faire naître un tel projet global qui nécessite un travail d'ampleur. Dans cette optique, la commune travaillera avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles et tous les partenaires évoqués plus haut. Ces deux documents essentiels (Schéma directeur et PSC) permettront à terme le développement du site.

Il existe plus de 1000 sites clunisiens. Le nombre de candidatures pourrait être très important. A ce jour, il n'est pas possible de savoir si Souvigny sera retenu mais la commune prend l'engagement de s'impliquer dans la dynamique de cette candidature. Obtenir l'inscription sur la liste mondiale de l'UNESCO permettrait à Souvigny d'obtenir la suprême reconnaissance.

Monsieur le Maire salue l'importance de montrer une unanimité municipale pour un tel projet et remercie tous les élus. La reconnaissance de Souvigny par l'UNESCO serait une fierté et offrirait une perspective de développement pour le territoire et pour ses habitants. La commune souhaite mettre en œuvre cette stratégie globale de développement aux côtés de tous les partenaires et acteurs du territoire. Terre de tradition, tournée vers l'avenir, Souvigny et l'Allier doivent se mobiliser pour obtenir cette distinction qui constituera un coup de projecteur sur ses racines, son histoire et ses richesses.

Monsieur le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal sur le dépôt de la candidature de la commune de Souvigny en sa qualité de site clunisien pour la reconnaissance du site du prieuré au classement au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la candidature de la commune de Souvigny pour la reconnaissance du site du prieuré bénédictin au titre du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Monsieur le Maire remercie le Conseil Municipal pour son enthousiasme et le félicite de vouloir marquer l'histoire de Souvigny. Il s'agit du début d'une belle aventure collective.

Conseillers en exercice	19
Votants	18
Abstentions	0
Suffrages exprimés	18
POUR	18
CONTRE	0

Madame Michèle Vagne informe que Nelly MERITET, déléguée à la Fédération des sites clunisiens se trouvait ce week-end à CLUNY dans le cadre des Ateliers UNESCO 2021 et la remercie.

Communications diverses :

Monsieur le Maire informe :

- La mise en place du sens unique de la Place Charles de Gaulle,
- L'éclairage de l'arrêt de car, route de la Folie, est fonctionnel,
- Les travaux de sécurisation de la maison à pan de bois vont démarrer à compter du 20 octobre 2021, entreprise Beaufils, architecte Timothée Godron,
- Une campagne de vaccination va être mise en place par le Département le 28 octobre 2021 à la Maison des Jeunes et de la Culture pour la population éligible au rappel au 30 août 2021 (70 doses),
- Remerciements de l'association SOUVIGYM pour l'attribution de la subvention communale,
- Date du prochain conseil municipal : 13 décembre 2021,
- Dates des élections présidentielles : 10 et 24 avril 2022,
- Dates des élections législatives : 12 et 19 juin 2022,

Monsieur le Maire rappelle l'inauguration samedi 16 octobre du tableau de Sainte-Catherine à partir de 17 heures 30 à l'église prieurale.

Madame LABONNE demande s'il est possible d'accélérer la commande du désinsectiseur pour la garderie municipale qui est envahie de mouches. Monsieur le Maire est d'accord sur ce point et va demander au service où en est la commande.

Madame FERNANDES LERO souhaite connaître le résultat des votes des bancs poèmes. Le lauréat, est le banc en pierre « tout là-haut » de Patrice MICHEL.

Madame VAGNE souhaite remercier les conseillers et personnes présentes le 2 octobre à la bibliothèque lors du destockage des anciens livres. Cette matinée a été un vrai succès et a permis 14 nouvelles inscriptions. Grâce à la mise à disposition de livres par la médiathèque de Moulins Communauté, plus de 1000 livres sont proposés.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 20 heures 25.

Affiché, le 14 oct. 2021